



Gobelets et canons. Purifier l'eau pour les bonnes gens, c'est bien. Mais l'armée luxembourgeoise se tient prête aussi à arroser de tirs les méchants pirates.
(photos : RK)



d'accord pour gratifier ces volontaires d'une « prime UDO ». Une prime, mais pas de priorité à l'embauche, précise le document adopté à cette occasion, car « l'attribution d'une superpriorité/superexclusivité aux personnes en disponibilité opérationnelle serait créatrice d'inégalités d'une plus grande envergure ». Il s'agit là d'un sujet sensible, car nombre de jeunes ne s'engagent que pour bénéficier, au terme de leur service, de cette priorité à l'embauche pour des professions « particulières » comme brigadier de police, gardien de prison ou ... facteur.

Mourir pour être facteur

Or le ministre a cru bon passer outre cet accord. Il a inclus dans le projet de loi soumis à la chambre, une carotte supplémentaire sous forme d'une « double priorité » à l'embauche. Lors des concours de recrutement initial, les volontaires UDO passeront devant leurs camarades non-UDO. L'association des sous-officiers (Apsol) a publiquement critiqué ce choix. Elle redoute que lors de l'engagement, l'armée écarte - par manque de places - nombre de volontaires qui souhaiteraient faire partie des UDO. Ceux-ci se verraient privés non seulement de la « prime UDO », mais lésés dans leur expectative de décrocher un emploi dans le public.

Le Conseil d'Etat n'a pas apprécié non plus cette « armée à deux vitesses ». Les « vieux grognards » du système législatif rappellent aux jeunes

recrues que le métier de soldat est dangereux : « Il ne peut y avoir une catégorie de volontaires qui ne s'engagent que pour un service militaire 'allégé' et qui refusent les autres missions d'une armée digne de ce nom. »

Felix Braz (Déi Gréng), membre de la Commission des Affaires étrangères, qualifie le projet de loi de « tentative désespérée de maintenir un système hybride inadapté au monde actuel ». « Le système actuel est intenable », explique-t-il au woxx, « mais la seule solution logique est alors l'armée de métier. » Il évoque aussi le risque que les UDO ne trouvent pas suffisamment de candidats aptes, et qu'on finisse par remplir les rangs par des désignés volontaires. En toute logique, les Verts se sont abstenus lors des deux votes du 19 décembre.

T'as pas cent balles ?

L'autre grand parti d'opposition, par contre, soutient la démarche du ministre. « Je ne trouve pas répréhensible qu'on récompense les volontaires des missions internationales en leur offrant une perspective professionnelle », dit Charles Goerens (DP), ancien ministre de l'armée. Il approuve également le second projet de loi, relatif aux investissements en matériel militaire.

Le budget prévu de quelque 155 millions d'euros apparaît comme la conséquence logique du choix de participer à des missions internationales. En effet, la majeure partie sera investie dans 48 véhicules de recon-

naissance blindés, afin d'assurer une meilleure protection aux soldats luxembourgeois. Les Humvee existants ne répondent en effet plus aux besoins actuels, ni en termes de sécurité, ni en termes d'interopérabilité avec d'autres armées.

Or la participation à des missions internationales semble faire consensus entre les partis. A lire le texte de loi, on constate que le cadre dans lequel ces missions doivent avoir lieu sont l'Union européenne - a priori favorable au « soft power » - et l'Otan - organisation beaucoup plus douteuse. L'Onu, en principe seule garante d'un ordre multilatéral et pacifique, n'est guère évoquée. Interrogés par le woxx, ni Goerens, ni Braz ne tiennent pour nécessaire l'existence d'un mandat onusien pour envoyer les UDO sur le front.

Au moins Braz plaide-t-il pour que le Luxembourg se tienne en dehors des opérations de type offensif. C'est pour cela qu'il a appelé, sur la tribune de la Chambre, à remplacer le peloton de reconnaissance par des unités spécialisées, telles les pelotons de déminage et de purification d'eau dont on dispose déjà.

Contre burqas et pavots

Lors du débat sur les projets de loi, les orateurs ont en général souligné l'importance de n'avoir recours aux armées qu'en dernier ressort. La prévention, la diplomatie, l'aide au développement devraient ainsi constituer les moyens primaires de main-

tenir la paix. L'intervention du ministre Jean-Louis Schiltz a été beaucoup moins rassurante. Pour justifier la présence de nos soldats en Afghanistan, il a évoqué la nécessité de l'invasion de 2001 pour combattre les terroristes, mais aussi pour ... libérer les femmes et combattre le trafic d'opium. On peut donc se demander s'il va prochainement intervenir en Colombie ou en Arabie saoudite. « Y a-t-il une personne qui, en 2001, voulait abandonner les Afghans à leur sort ? » a-t-il continué sur sa lancée. Or, déjà en cet automne dramatique des attentats de New York, de nombreuses personnes estimaient qu'une intervention ne résoudrait rien. Et avaient trouvé le courage de le dire - y compris des personnalités vertes, socialistes et catholiques.

Peu rassurante aussi, la manœuvre militaire déjà évoquée. Lors d'un scénario de guerre civile, les Luxembourgeois ont participé à une opération de « first entry » et de destruction d'un camp de milice. Lors de telles opérations, tirer et se voir tirer dessus fait partie du jeu. Les futures missions de l'armée seront sans doute moins pacifiques que les passées. La première bavure avec mort de civils, ou au plus tard la première victime luxembourgeoise relancera alors le débat sur l'armée. Cela risque même de discréditer dans l'opinion publique l'ensemble des engagements internationaux du Luxembourg. Quel gâchis !